

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste).

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 81

Mercredi 16 novembre 1977

PRIX : 1 F

Éditorial :

Autonomistes et nationalistes deux courants étrangers aux Intérêts des travailleurs

La vie politique aux Antilles s'anime quelque peu. Autonomistes et partisans de l'indépendance, à l'approche des élections législatives de mars 1978, sortent en effet de leur passivité politique habituelle. Cela d'autant plus que les organisations qui se réclament de ces deux courants pensent que la victoire de la gauche à ces élections provoquera des changements importants aux Antilles.

En Martinique, réunions et contre-réunions des « indépendantistes » et des « autonomistes » se succèdent. Le GRS propose une initiative commune des « indépendantistes ». Les autonomistes, PC, PSM, Fédération Socialiste et PPM, constitués en Front National pour l'Autonomie, viennent de publier un manifeste.

En Guadeloupe, nous avons, dès le mois d'août, assisté à une campagne de graffiti autonomistes menée par le PCG puis à une revalorisation du thème de l'autonomie dans « l'Étincelle ». La Convention de Saint-Anne pour l'autonomie a permis au PCG d'agiter plus amplement ce mot d'ordre.

A cela, les nationalistes issus du GONG ont répondu également par une campagne de graffiti en faveur de l'indépendance cette fois.

Mais, aucun de ces deux courants, ni les autonomistes, ni les nationalistes n'offrent aux travailleurs des perspectives leur permettant d'engager la lutte pour mettre fin à la situation sociale catastrophique où ils se trouvent et à l'oppression coloniale qui bloque toute possibilité de sortir les Antilles de l'impasse où elles se trouvent.

Ni l'un ni l'autre de ces deux courants, l'autonomiste et le nationaliste, du moins n'a de solution à proposer aux travailleurs, conforme à leurs intérêts.

Les autonomistes se contentent d'appeler à bien voter en mars 1978 pour contribuer à mettre en place — à Paris — un gouvernement de gauche. Or, ni le PCF, ni le PS de Mitterrand n'ont pris d'engagement pour régler les problèmes sociaux (chômage, bas salaires, etc...) et les problèmes politiques qui se posent aux Antilles.

Les nationalistes, eux, se contentent de revendiquer une indépendance qui verraient tout simplement des politiciens antillais de la petite bourgeoisie remplacer les hauts fonctionnaires colonialistes. Des drapeaux nationaux guadeloupéens et martiniquais remplaceraient le drapeau français. Mais, les travailleurs seraient tout aussi écartés du pouvoir que maintenant. Leur sort ne serait pas entre leurs mains, mais serait décidé par une petite bourgeoisie antillaise qui perpétuerait leur exploitation, même s'ils le faisaient au nom d'une nation guadeloupéenne ou martiniquaise.

Nous croyons qu'il faut un changement. La situation présente que vivent les peuples des Antilles est intolérable. La société antillaise végète et est en train de pourrir sur elle-même, au point que bien des travailleurs désespèrent de voir les choses changer.

S'il y a, avec cette recrudescence d'activité politique, un regain d'intérêt dans l'ensemble de la population pour les pro-
(Suite page 3)

Sahara Occidental: Agissement colonialistes du gouvernement français

DEPLACEMENTS de troupes, de matériel de guerre, menaces d'intervention militaire, telles sont les manœuvres du gouvernement français vis à vis du peuple sahraoui en lutte contre les visées annexionnistes du Maroc et de la Mauritanie.

Le prétexte, six otages français pris par le Front Polisario, organisation nationaliste qui dirige la lutte du peuple sahraoui. Six otages français pris dans le but de dénoncer devant tous l'aide militaire qu'apporte la France à ces deux pays et de la faire cesser. Six otages pour lesquels le gouvernement fait grand bruit.

Pourtant n'est-il pas le premier responsable du sort que subissent aujourd'hui ces otages. Lui qui, sans scrupules, met en danger la vie de ces techniciens fran-

çais en les envoyant travailler dans une zone de guerre. Et cela au bénéfice de grosses sociétés capitalistes françaises.

Le fond du problème n'est en effet pas celui du sort de ces techniciens dont le gouvernement n'a jamais fait grand cas, mais celui d'intérêts économiques liés aux richesses du sol du Sahara occidental. Ce sont ces intérêts qui expliquent les menaces de guerre de l'impérialisme français, bien dans la ligne de sa politique en Afrique. Après le Tchad, le Gabon, le Zaïre, c'est maintenant au Sahara occidental que veut intervenir le gouvernement français.

Mais il faut préparer l'opinion française à ce genre d'interventions. Alors aujourd'hui, on nous parle des otages. Demain on pré-

textera une aide indispensable à porter au dictateur de Mauritanie, Ould-Dada. Ce dernier, incapable de résoudre les problèmes de son pays autrement que par la répression, sait qu'il peut compter sur la protection de l'impérialisme français.

Bien sûr, notre sympathie va au peuple sahraoui et nous soutenons sa lutte. Mais nous ne partageons ni la politique, ni les méthodes de l'organisation qui dirige sa lutte, le Front Polisario. Celui-ci, du fait de sa politique nationaliste, prive le peuple sahraoui d'alliés importants. En refusant de faire appel à ceux qui ont les mêmes ennemis que lui, les travailleurs marocains et mauritaniens, il prend le risque de plus longues souffrances pour le peuple sahraoui en lutte.

V^e Congrès de la CGTG OU VA LA CGTG ?

La CGTG tiendra son cinquième congrès les 2, 3 et 4 décembre 1977.

Autour de ce congrès, la tendance à la réorganisation et au redressement de la CGT se présentent, tendance que le quatrième congrès en 1975 avait amorcé. Lors de ce congrès en effet, on avait assisté à l'éviction de certains dirigeants des postes de direction, dont l'ancien secrétaire général Hermann Songeons. Ce dernier qui était resté à la tête de la confédération pendant des années représentait aux yeux des travailleurs la passivité et l'incurie qui régnaient dans le syndicat.

Mais l'ex-secrétaire général Songeons n'était que le symbole d'une politique : celle du PCG dans la classe ouvrière. Réformiste, ne voulant à aucun prix ni léser les intérêts profonds des capitalistes, ni permettre une mobilisation des travailleurs pour changer leur sort, le PCG en est venu à considérer par simple logique réformiste et électoraliste que les améliorations à apporter aux travailleurs pouvaient très bien se situer uniquement dans le cadre des municipalités et du conseil général. D'où un désin-

(Suite page 2)

Martinique : Front National pour l'autonomie : modéré même dans les intentions

A l'approche des élections législatives, la gauche martiniquaise (PCM, PPM, PSM, CGTM) s'est regroupée dans un Front : le Front National Martiniquais pour l'Autonomie.

Si ce front se réfère aux Conventions de Morne Rouge (1971) et de Sainte-Anne (1977), il n'a cependant pas pris la peine de préciser à nouveau dans son ma-

(Suite page 3)

MEYLON VICTIME DU RACISME

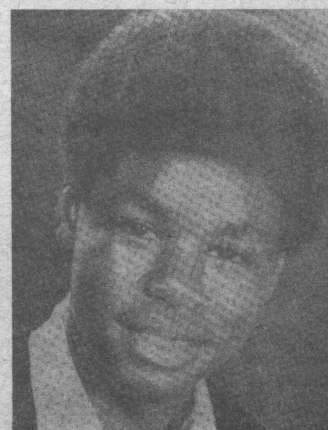
Venu assister à un concert de musique « pop », le jeune Meylon a été pris à parti par un homme du service d'ordre. Ces hommes choisis dans la racaille apparentée aux groupes fascistes ont pour unique mission de frapper pour permettre aux organisateurs de

ce genre de spectacle de réaliser le maximum de profit sur le dos des jeunes.

Ce n'est pas étonnant que de tels hommes colportent bon nombre de préjugés racistes et anti-jeunes. Et quand à l'occasion ils peuvent exercer leur hargne raciste, ils n'hésitent pas.

Lucien Meylon a été victime d'un de ces « cogneurs » professionnels, un fasciste qui ne s'est pas contenté de le frapper mais qui, fort de son « pouvoir », l'a froidement abattu.

La justice bourgeoise poursuivra toujours condamner l'assassin à purger une peine assez lourde. Ceci n'empêchera pas le racisme de continuer à exister tant que les véritables responsables de cet état de fait, ceux-là même qui le favorisent et l'utilisent pour défendre leurs propres intérêts, l'Etat des patrons, subsistera.



Ve Congrès de la CGTG : où va la CGTG ? (suite de la page 1)



térêt pour ce qui pouvait arriver aux travailleurs dans les entreprises et donc pour ce que faisait la CGTG. La classe ouvrière en tant que telle n'intéresse que de loin le PCG. C'est en tant qu'électeurs qu'il s'adresse aux travailleurs et uniquement en tant que tels.

Depuis l'éviction de Songeons,

le PCG a perdu son emprise sur la CGTG. Bien que les militants qui l'animent soient au PCG ou soient issus de lui. Mais la nouvelle direction de la CGTG marchande au PCG son soutien et ne lui est plus inféodée comme par le passé.

Cette nouvelle direction s'apprête donc à tirer le bilan des

deux ans écoulés. De fait la CGT a connu un certain redressement organisationnel. De nombreuses sections nouvelles ont été créées et le fonctionnement général du syndicat s'est amélioré. Et celui-ci a ainsi retrouvé une partie du crédit qu'il avait perdu à la fin des années soixante.

Mais si sur le plan organisationnel et sur celui de ses interventions aux côtés des travailleurs, il y a un changement réel par rapport à l'époque de Songeons, il reste que les perspectives offertes aux travailleurs par l'équipe dirigeante actuelle demeurent tout aussi étiées que par le passé. La combativité dont font preuve les militants de la CGTG aux côtés des travailleurs ne doit pas cacher que la direction du syndicat reste sur un terrain étroitement réformiste. En changeant de direction, en se montrant plus sérieux que leurs prédécesseurs, les militants qui animent la CGTG restent malgré tout dans la même ligne que par le passé.

Pour l'instant ils s'affirment surtout préoccupés par la remise à flot du syndicat. Mais pour le faire, ils doivent évidemment s'engager dans les luttes des travailleurs.

Lorsqu'ils le font c'est pour mener des luttes au coup par coup, sans mettre en avant la nécessité de lier toutes les luttes dans une même perspective, celle de porter un coup d'arrêt aux attaques répétées des patrons contre le niveau de vie des travailleurs. Perspectives qui devaient inclure une lutte pour interdire les licenciements, contre le chômage et contre les bas salaires.

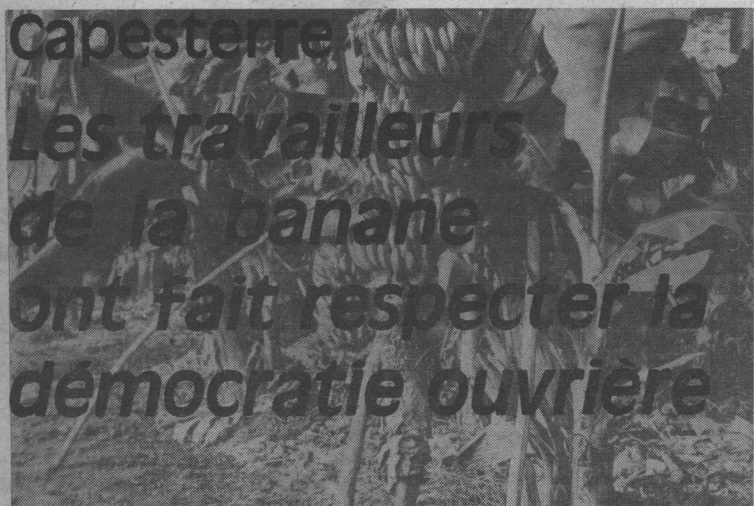
Face à la situation que connaissent les travailleurs, les luttes partielles ou catégorielles, les grèves dont l'objectif se limite aux seules négociations de faibles augmentations de salaires, qui sont déjà odieusement bas, ne suffisent pas pour changer le sort des travailleurs.

Et quand nous portons ces critiques, nous ne mettons en doute ni le dévouement ni la sincérité des militants qui sont attachés à la tâche d'animer la CGTG et de permettre ainsi que des milliers de travailleurs ne se retrouvent pas isolés face aux patrons. Mais pour être efficace, toute organisation ouvrière qui veut sincèrement se situer aux côtés des travailleurs et se donner comme but de mettre fin à l'exploitation de

ceux-ci par les capitalistes, doit dépasser le niveau des escarmouches — même s'il faut les soutenir et y participer.

C'est un programme de lutte offensif qu'il faut mettre en avant, programme qui doit répondre aux problèmes qui se posent aux travailleurs : chômage, bas salaires, etc... Et si ce programme doit conduire les travailleurs à déboucher sur des luttes qui dépassent le cadre syndical, si elles deviennent, par la force des choses, des luttes qui s'attaquent aux exploités — à leur situation, à leurs privilèges — et à l'Etat qui les protège, eh bien, ce sera tant mieux. Ceux qui disent être aux côtés des travailleurs ne doivent pas craindre de les voir élargir le champ de leurs luttes pour aboutir à des remises en cause politiques.

Si les militants de la CGTG ne craignent ni d'aborder, ni de discuter ces questions, ni qu'elles soient également discutées par les travailleurs, leur action d'aujourd'hui au sein de la CGTG sera fructueuse. Dans le cas contraire, ils se condamnent au mieux à faire vivre une organisation qui sombrera dans les mêmes ornières qu'elle a connues dans le passé.



Capesterre
Les travailleurs de la banane ont fait respecter la démocratie ouvrière

LES travailleurs de la banane qui ont depuis longtemps des raisons de se plaindre du secrétaire de la section CGTG de Capesterre ont décidé de l'évincer de son poste. Dimanche 6 novembre, ils y ont réussi en le remplaçant non plus par une seule personne mais par un collectif de dix travailleurs, dix travailleurs connus pour leur honnêteté et leur combativité.

Mais ce résultat ne s'est pas obtenu sans mal. Contre eux, les travailleurs ont tout d'abord trouvé le secrétaire général de la section. Ce bureaucrate qui plus d'une fois a trompé la confiance des travailleurs et s'est déconsidéré lors de différentes grèves,

a multiplié les manœuvres pour empêcher que se tienne l'assemblée générale, refusant pendant une heure et demie de remettre la clé du lieu de réunion.

Il fut soutenu en cela par la section communiste de Capesterre dont les militants se postèrent dès 7 h 30 devant la Bourse du travail et à différents lieux de passage des travailleurs se rendant à l'assemblée générale. Ils leur dirent que l'assemblée générale n'avait plus lieu, et qu'elle était reportée, alors que ce n'était pas vrai. Certains travailleurs trompés s'en retournèrent, mais d'autres, ayant eu vent du mauvais coup qui se tramait, dévoilèrent le stratagème à leurs camarades.

En fin de compte, l'assemblée générale put se tenir grâce à la volonté des travailleurs les plus avertis des manœuvres de l'ancien secrétaire du syndicat.

Dans cette affaire, les travailleurs de la banane ont fait respecter la démocratie ouvrière et élire la direction de leur choix à la tête de leur syndicat. Le meilleur résultat pour la section communiste de Capesterre a été d'être un peu plus déconsidéré qu'elle ne l'était déjà. Maintenant, les travailleurs de la banane de Capesterre savent que lorsqu'ils entendent s'organiser pour améliorer leur lutte, ils trouvent en travers de leur chemin certains militants du PCG.

Halte à l'exploitation et à l'expulsion des travailleurs haïtiens

LES dernières semaines, une véritable chasse à l'homme haïtien a été entreprise par la police dans les quartiers de Ste-Thérèse à Fort de France.

La presse de droite étala sans vergogne sa xénophobie. Certains journaux à sensation allèrent jusqu'à parler « d'une certaine fuite de capitaux organisée par ces travailleurs étrangers ».

Là-dessus, c'est sans difficulté qu'ils se firent l'écho de la Préfecture. Car de son côté, sous prétexte de lutter contre les « marchands de sommeil » et contrôler les autorisations de résidence, la préfecture organisa des rafles successives et l'aventure se terminait au cachot du poste de police pour les travailleurs immigrés.

A voir ces travailleurs, menottes aux mains, encadrés de policiers excités, on aurait cru alors avoir affaire à de dangereux criminels.

Pour parachever cela, les spécialistes en répression que sont les préfets de la Guadeloupe et de la Martinique rédigèrent un arrêté selon lequel ces « étrangers » devaient présenter une caution de 1 500 francs. Cette somme est exigée soi-disant pour payer le voyage de retour. En réalité, il s'agit surtout de s'assurer du départ des travailleurs haïtiens après qu'on les ait bien exploités pendant quelque temps.

En réalité, ces travailleurs représentent pour le capital une source non négligeable de profits, étant embauchés à des salaires encore plus bas que les

Martiniquais et rarement déclarés à la Sécurité sociale.

En fait, si de telles méthodes d'expulsion ont cours, c'est que cela permet ces temps-ci de faire endosser aux travailleurs haïtiens la responsabilité du chômage, et de détourner contre eux la colère

de la population de la Guadeloupe et de la Martinique.

Pour les travailleurs guadeloupéens et martiniquais, les haïtiens ne peuvent être que des frères de classe parce qu'ils vivent comme eux les difficiles conditions de l'existence. Comme eux, ils

sont victimes de l'oppression et de l'exploitation capitalistes.

Les seuls vrais étrangers sont au contraire ceux qui nous exploitent et nous oppriment, et c'est contre ceux-là, patrons et préfets que doit se diriger notre colère.

Guadeloupe Beauport, 13 travailleurs licenciés

Al'usine Beauport la valse des licenciements se poursuit. 13 travailleurs qui pour la plupart ont plus de 10 ans d'ancienneté, viennent d'être informés par la direction qu'ils ne feront plus partie du personnel à compter du mois de janvier.

Dans l'usine, la vie syndicale est pratiquement inexistante et malgré ces nombreux licenciements, les travailleurs ne sont pas mobilisés dans leurs sections syndicales CGTG et CFDT.

Les licenciés, eux, ont décidé de prendre en main leurs propres affaires. C'est ainsi qu'ils se sont regroupés et entendent entamer la lutte contre les licenciements. Au moment où nous écrivons, ils ont déjà fait sortir un premier tract dans lequel ils disent leur détermination à refuser leurs licenciements et appellent tous les travailleurs de l'usine à se joindre à eux, car ils sont tous concernés. Les licenciés de Beau-

port ont raison de se battre pour leur emploi, car c'est leur seule chance de conserver leur gain-pain. Dans d'autres entreprises, des travailleurs menacés de licenciement se sont également battus et ont contraint les patrons à reculer. Il en a été ainsi à Grosse-Montagne et aux Grands Moulins Antillais récemment. Dans

ces deux cas les travailleurs ont eu le soutien actif de tous leurs camarades. Ceux de Beauport peuvent eux aussi, en dépit des difficultés créées par l'attitude des dirigeants syndicaux, obtenir le soutien des leurs. Cela dépend en grande partie de leur volonté de résister aux décisions des patrons.



COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214

97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F
— sous pli fermé 1 an : 15 F

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F

ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds,
abonnements et soulèvements doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source

Martinique

Front National pour l'autonomie

(Suite de la page 1)

nifesté le contenu même de l'autonomie qu'il réclame. A croire que plus la date des élections se rapproche, plus ce programme devient flou, vague et imprécis.

Une Assemblée sans pouvoir

« Justice » annonce dans son n° 26 que « la perspective de l'arrivée de la gauche au pouvoir n'est plus un rêve éloigné », et que « la gauche au pouvoir c'est le droit pour notre peuple de choisir son destin ». Mais si l'on examine plus en détail les conditions de ce choix, on s'aperçoit que le peuple martiniquais n'aura guère plus que maintenant, le droit de choisir son sort, car, comme aujourd'hui, c'est la France qui décidera pour lui. « Le gouvernement de la République fera voter une loi créant dans chacun des DOM une assemblée élue au suffrage universel, à la proportionnelle, qui, d'une part se substituera aux Conseils Généraux et Régionaux et d'autre part, sera chargée d'élaborer le nouveau statut de nos pays, à négocier avec le gouvernement français ». Ainsi en dernier ressort, le destin des DOM ne dépendra que de la volonté du gouvernement français et non de la volonté des populations de ces pays.

D'autre part on apprend que si l'Etat autonome il y a, celui-ci sera dirigé par une « Assemblée délibérante élue au suffrage universel direct, qui votera les lois dans les matières relevant de la compétence de l'Etat autonome ». C'est dire que l'Etat autonome verra son pouvoir de décision limité à certaines « matières », les autres ne relevant pas de sa compétence mais de celle du gouvernement français. Autant dire que, comme aujourd'hui, la Martinique et la Guadeloupe autonomes resteront placés directement sous la tutelle française.

« Autodétermination » sous le contrôle des forces militaires coloniales

Mais même en ce qui concerne ne serait-ce que l'élection de la dite « assemblée chargée d'élaborer le statut », la gauche ne se donne guère les moyens pour que le droit de vote s'exerce dans des conditions réelles de liberté et de démocratie. En effet, les mesures réclamées, et présentées comme des garanties de cette démocratie (présentation lors du vote d'une pièce d'identité avec photographie) apparaissent comme bien dérisoires en regard de la véritable situation coloniale des Antilles. Quand on sait que le pays est quadrillé par les forces de répression, truffé de casernes et de gendarmeries, surveillé sans cesse par les avions, les hélicoptères et les navires de l'armée française, prêts à intervenir à tout moment contre la population, que vaut dans ces conditions la présentation d'une simple carte d'identité avec photographie (!) pour garantir l'exercice des libertés démocratiques ?

Et justement, la gauche ne dit pas un mot sur la présence des forces de répression coloniale aux Antilles. Elle n'exige pas leur retrait immédiat et sans condition des territoires des DOM, elle refuse de s'engager en quoi que ce soit sur cette question.

C'est pourtant bien là que réside le nœud de la situation coloniale. Car ce sont ces forces militaires qui garantissent l'existence et la perpétuation du colonialisme aux Antilles. Ce sont elles qui protègent les intérêts des capitalistes et des colonialistes français qui oppriment les peuples des Antilles. C'est grâce à leur présence permanente que ceux-ci peuvent se permettre de faire la loi ici.

Alors, que vaudrait dans ces conditions le droit du peuple martiniquais à choisir « librement » son statut, s'il ne peut faire ce choix que le fusil dans le dos ?

Assurément, dans de telles conditions, ce droit-là n'est qu'une mystification.

Les intérêts des capitalistes restent intacts

Mais si la gauche ne se risque pas à réclamer l'expulsion des Antilles de la force militaire française, condition élémentaire de l'exercice d'une véritable démocratie, elle n'exige pas non plus l'expropriation des exploités qui vivent du sang et de la sueur des ouvriers et des paysans pauvres : capitalistes et gros propriétaires fonciers. Pourtant c'est là la condition essentielle pour l'établissement d'« une société nouvelle », la société socialiste, dont les partis signataires du Front disent que l'autonomie sera la première étape.

Ces partis n'ont pris aucun engagement en ce sens, et le programme de l'autonomie, Conventions ou Manifeste, ne parle pas du sort qui sera réservé aux capitalistes.

Est-ce à dire que les profiteurs en tous genres continueront comme par le passé colonial à exploiter les travailleurs des Antilles ? Est-ce à dire que ce système capitaliste et colonialiste responsable de la misère et du chômage de dizaines de milliers de travailleurs se perpétuera ? Le silence de la gauche à ce sujet signifie bien que rien ne sera réglé dans ce domaine.

Alors, que signifie dans ces conditions l'Autonomie pour les travailleurs ? En réalité pas grand-chose de nouveau par rapport à la situation actuelle : la même exploitation, la même oppression, le même chômage et la même misère.

Alors les travailleurs n'ont rien à attendre de ce regroupement électoral baptisé Front National Martiniquais pour l'Autonomie. Ce n'est pas en effet par le miracle des élections qu'ils pourront voir un jour changer leur sort. Ce changement ne se fera que s'ils prennent eux-mêmes leur destinée en mains.

EDITORIAL (suite)

bièmes politiques, il est juste de le mettre à profit. Mais, pour notre tendance, il s'agit surtout de mettre en avant les perspectives qui permettent aux travailleurs de se battre contre le sort qui est le leur, pour mettre fin au chômage, pour interdire les licenciements, pour répartir le travail entre tous sans diminution de salaires.

Il s'agit de mettre en avant des solutions qui permettent aux travailleurs de donner leur propre réponse à la crise permanente dans laquelle baigne l'économie antillaise. Les positions réformistes de la gauche et les remèdes miracles de l'indépendance avancés par les nationalistes ne changeront rien à rien.

C'est aux travailleurs, c'est à la classe ouvrière des Antilles qu'appartient la solution.

Tant que celle-ci ne se décidera pas à se mobiliser et à engager la lutte pour mettre fin au règne des exploités, rien ne changera aux Antilles. C'est à la classe ouvrière de se dresser de toute sa force pour abattre et les colonialistes et les exploités que ceux-ci protègent.

Cette lutte commence déjà en exigeant que les conditions de travail changent, en imposant aux capitalistes du bâtiment, des sucreries, des plantations, etc... le contrôle des travailleurs sur toutes les questions les concernant (salaire, embauche, licenciement, etc...).

Mais cette lutte ne peut s'arrêter là. Car, pour répondre aux problèmes créés par le chômage, et d'une façon générale par le développement de l'économie, il faut prendre des mesures qui exigent un contrôle central des travailleurs, non seulement de l'économie, mais aussi des décisions politiques.

En visant sa propre émancipation sociale, le prolétariat des Antilles devra mettre fin à l'emprise colonialiste sur la Martinique et la Guadeloupe. Le prolétariat devra arracher l'indépendance nationale des Antilles, tout en poursuivant ses propres buts qui ne peuvent être que la fondation d'un Etat ouvrier, première étape vers une société socialiste.

Moule ou le « nouveau Chicago »

Après une campagne houleuse, Beaujean a réussi, avec assez peu de voix d'avance d'ailleurs, à débouter Florent et son équipe, et à s'installer à la mairie de Moule. Le programme des deux hommes n'étant guère différent, la campagne avait plutôt été animée par des injures, des menaces et des « interventions musclées ».

Huit mois après, le nouveau maire et son équipe ont les mains libres pour faire régner la terreur dans la commune. Voilà Moule transformée en véritable Chicago. Les « hommes de Beaujean » sillonnent de façon provocante nuit et jour les rues de la commune

et règlent leur compte aux partisans de l'ancien maire. Ils interviennent violemment pour empêcher à tout groupe d'opposition de s'exprimer.

Ces méthodes relevant du gangstérisme font partie de l'attirail électoral dans les pays colonisés comme les Antilles. Elles témoignent du mépris de politiciens réactionnaires à l'égard de la population.

Une grande partie de cette population commence à en avoir assez des méthodes de ce « dictateur » local. Certains, notamment les jeunes, tentent de se donner les moyens de mettre en échec ces tentatives d'entrave à la liberté d'expression.

BUDGET DOM-TOM

Les dépenses pour la répression augmentent

Le 3 novembre 1977, le budget des TOM-DOM est venu en discussion à l'Assemblée nationale française. Certes, comme nous l'expliquons ci-contre, le véritable budget des TOM-DOM se décide ailleurs. Cependant les orientations de ce dit budget des TOM-DOM sont déjà à elles seules révélatrices de la politique coloniale du gouvernement français.

Les problèmes que rencontrent les ouvriers, les paysans, les chô-

meurs, la population des Antilles ne trouvent nulle part dans ce budget un début de solution.

Bien au contraire, le gouvernement français s'est attaché à réduire toutes les dépenses de service public. Le Fidom local subit une diminution de crédit de plus de 50 %, les dépenses d'équipement de l'Education nationale chutent de 30 %, pour la Culture on enregistre une baisse de 50 %...

En revanche, le gouvernement

entend s'opposer à tous ceux qui, mécontents de la situation coloniale, pourraient menacer les in-

De l'utilité de nos députés

Toute la propagande gouvernementale, et que les députés, de droite ou de gauche, ne dénoncent pas, consiste à tenter de nous faire croire que les Antilles ont leurs représentants au Parlement pour présenter leurs problèmes, défendre leurs intérêts. Les députés sont donc cen-

térêts des capitalistes, usiniers, rois de l'import-export... Les crédits affectés aux forces de répres-

sés contrôler ce qui est décidé pour les Antilles.

Ces « représentants » ont donc droit à une dizaine de minutes par an pour débattre du budget des DOM-TOM. Budget qui en réalité n'est pas complet puisque 90 % des dépenses affectées par

sion augmentent de 26,8 % et en particulier de 22,7 % pour la gendarmerie.

L'Etat français aux Antilles relève d'autres ministères que celui des DOM-TOM. Ces dépenses se trouvent dissoutes dans les autres budgets et n'apparaissent pas séparément à la discussion de ces budgets.

Finalement, nos fameux représentants, à quoi servent-ils ?

Dominique : la date de l'indépendance retardée

LA Dominique, île située entre la Martinique et la Guadeloupe, peuplée de 80 000 habitants, actuellement dirigée par un gouvernement autonome, devait devenir indépendante le 2 novembre. La cérémonie a été ajournée, et ce, pour plusieurs mois semble-t-il.

La raison de cet ajournement est sans nul doute le fait qu'après la grève des services publics la crédibilité du gouvernement de P. John a subi une sérieuse atteinte.

C'est en effet le 16 octobre qu'a pris fin la grève générale des services publics, qui durait depuis 46 jours, et qui paralysait l'aéroport, le port, les services postaux et les hôpitaux. Les travailleurs exigeaient du gouvernement de Patrick John qu'il leur paie un arriéré de salaires correspondant à une augmentation promise depuis... 1973 !

La population se solidarisa avec les travailleurs en lutte et finalement John dut céder sur

toute la ligne, puisque les grévistes exigèrent et obtinrent le paiement des jours de grève, l'ensemble (plus de 4 millions de dollars) devant être réglé d'ici à fin novembre.

Cette lutte victorieuse des travailleurs dominicains montre que la classe ouvrière n'est pas dupe de la politique menée par le « travailliste » P. John. Celui-ci tente donc de gagner du temps pour se refaire une image de marque avant d'aborder l'indépendance.

Dans cette colonie anglaise, laissée dans le plus complet dénuement par l'impérialisme, la situation est en effet tragique, et la politique répressive du gouvernement de John n'est pas pour arranger les choses.

L'économie du pays repose essentiellement sur la production agricole (bananes et citrons) et est contrôlée par des sociétés multinationales. En 1974, les travailleurs agricoles et chômeurs de deux villages, Castle Bruce et

Grand Bay, ont obtenu du gouvernement le rachat de terres des mains de grands propriétaires, et ont tenté une expérience de production coopérative. Celle-ci a montré ses limites, lorsqu'il s'est agi de commercialiser la production. Mais ces expériences isolées sont loin d'avoir résolu l'immense problème du chômage et de la misère, qui sont le lot quotidien de la grande majorité des jeunes. La révolte de certains d'entre eux a trouvé son expression dans le mouvement des « Dreads », qui rejettent la société et vont vivre dans la montagne, se nourrissant de racines. La répression à leur égard a été terrible, plusieurs d'entre eux ont été assassinés, et une loi fut votée, allant jusqu'à considérer comme répréhensible le port des cheveux nattés.

La répression apparut au grand jour en 1975 avec l'affaire Desmond Trotter. Ce dernier, connu pour ses idées anti-colonialistes, fut accusé, sur la base d'un té-

moignage fabriqué de toutes pièces, de l'assassinat d'un touriste américain. Il fut condamné à mort dans une parodie de procès et n'a dû d'être gracié qu'aux manifestations de solidarité qui eurent lieu tant en Dominique qu'à l'échelle internationale. Il demeure cependant en prison, dans des conditions de détention scandaleuses.

La politique de John consiste à renforcer les forces répressives. Il cherche à s'imposer, afin de pouvoir contrôler la situation après l'indépendance. Sa démagogie « travailliste » et « anti-colonialiste » semble cependant n'abuser plus personne et la dernière grève a été pour lui un véritable camouflet. Les travailleurs dominicains savent maintenant à quoi s'en tenir : même avec l'indépendance, le pouvoir restera aux mains des intérêts des exploités. A moins que les travailleurs n'en décident autrement et n'interviennent pour imposer leur propre pouvoir.

HAÏTI : QUAND LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS SOUTIENT DUVALIER

Quatre militants politiques haïtiens viennent de se faire refuser l'asile en France. Il leur a été opposé le prétexte suivant : « La France traverse actuellement une grave crise économique qui l'oblige à limiter l'immigration ». L'hypocrisie de ce motif est évidente. Ces quatre membres du Parti unifié des communistes haïtiens, récemment libérés avec cent autres prisonniers dans un geste publicitaire du dictateur Duvalier, ont été expulsés d'Haïti. Mais leur visa de séjour en Jamaïque où ils se réfugièrent, expire le 30 novembre.

Le refus du gouvernement français vient nous rappeler que les beaux discours sur la « France, terre d'asile », ne peuvent masquer la politique impérialiste de ce gouvernement, prêt à plaire aux pires dictateurs.

La réactualisation du Programme Commun suspendue : Les grandes manœuvres électorales

AINSI, depuis maintenant plus de deux mois le contact est officiellement rompu entre les partenaires de la gauche. La réactualisation du Programme commun a été interrompue du fait des divergences entre le PC et le PS. Depuis, il ne se passe pas un jour sans que rebondisse la polémique, chacun accusant l'autre de ne pas vouloir faire un effort. Mais c'est surtout le Parti Communiste français qui tient les devants de la scène. Ses dirigeants multiplient les déclarations, les interviews. Partout, dans toutes les villes, dans toutes les entreprises les militants du PCF, mobilisés, distribuent des tracts, organisent des réunions, des meetings. Partout le Parti Communiste appelle les travailleurs français à se méfier de Mitterrand et du Parti Socialiste, il les accuse d'avoir viré à droite, de ne pas vouloir reconduire les engagements de 1972 ; d'avoir une politique de rechange à savoir, faire alliance avec les centristes.

Il est bien vrai en effet que le Parti Socialiste et Mitterrand en particulier ne veulent s'engager sur rien, pas même sur une augmentation significative et immédiate du SMIC comme le réclame le PCF. Il est vrai aussi que Mitterrand et les socialistes sont fort

capables, une fois la gauche majoritaire, de former un gouvernement qui mènera une toute autre politique que celle prévue attendue par les travailleurs. Une politique d'austérité, de restriction pour la classe ouvrière, une politique au service des capitalistes, les aidant à traverser la crise à moindre frais. Un tel revirement ne serait pas le premier, n'est-ce pas le Parti Socialiste qui, élu en 1956 pour mettre fin à la guerre d'Algérie, envoyait le contingent contre les masses algériennes et ce même Mitterrand déclarait « la seule négociation c'est la guerre ».

Que les travailleurs se méfient de Mitterrand, c'est une bonne chose. Mais peut-on accorder plus de crédit au Parti Communiste Français ?

N'est-ce pas le PCF qui a remis en selle ce vieux politicien bourgeois qu'est Mitterrand, n'est-ce pas lui qui en en faisant le candidat unique de la gauche en 1965 puis en 1974 a contribué à ce que Mitterrand se refasse une image de marque ? Le Parti Socialiste qui, il y a quelques années était plus que moribond serait-il devenu « le premier parti de France » sans l'Union de la gauche et la collaboration sans faille du Parti Communiste ?

Si vraiment la volonté du PCF

était de défendre les intérêts des travailleurs, sa politique se résumerait-elle à faire pression, avec tapage il est vrai, sur Mitterrand afin que celui-ci veuille bien accepter une bonne réactualisation du Programme commun. Et c'est ce même Mitterrand, celui à qui on ne peut pas faire confiance qui, demain, se chargera de l'appliquer ou non.

Si les préoccupations du PCF

étaient réellement de défendre les intérêts des travailleurs, laisserait-il sans réagir, sans appeler à la lutte, s'appliquer le plan Barre. Voilà des mois que les salaires sont littéralement bloqués et que les prix augmentent.

Contre cela, le PCF n'a rien à proposer d'autres aux travailleurs que de voter en mars 1978 pour un gouvernement à la tête duquel se trouvera le Mitterrand combat-

tu aujourd'hui. Cette querelle entre le PCF et le PS aura donc peut-être en 1978 des incidences sur le plan parlementaire, au niveau de la répartition des portefeuilles ministériels, mais pour les travailleurs elle n'est que dispute de politiciens autour du gâteau électoral.

Pour la défense de leurs intérêts, les travailleurs ne devront compter que sur leurs luttes.

EN FRANCE : LES CROISSANTS AU BEURRE RESPONSABLES DE L'INFLATION !

Malgré des calculs savants et sophistiqués, les experts gouvernementaux des services de statistiques ne sont pas parvenus à donner, fin octobre, un indice des prix qui atteste d'un ralentissement dans la hausse des prix.

On en est aujourd'hui à une situation pire que celle de l'année dernière à la même époque.

Désarmé face à une inflation galopante, Barre annonce un troisième volet de son plan.

Dans ce troisième volet, le ridicule le dispute au dérisoire et à l'inutile, sur le plan de la lutte contre l'inflation.

Barre, sur un ton menaçant et

sans rire, désigne à la vindicte populaire les petits commerçants, et plus spécialement les boulangers-pâtisseries comme les fauteurs de vie chère. Pour juguler l'inflation, il taxe les croissants au beurre, les choux à la crème et les pains au chocolat.

Qui Barre croit-il tromper en taxant des articles qui n'entrent que fort rarement dans « le panier de la ménagère » et qui ne sont pris en compte que de façon accessoire dans le calcul du coût de la vie.

Ce troisième volet du plan Barre n'est qu'une opération de diversion visant à faire les consommateurs prendre l'ombre pour

la proie et à permettre aux vrais responsables, les grossistes, les capitalistes de continuer à faire des profits à l'abri de tout soupçon.

Les travailleurs ne se laissent pas prendre à la démagogie de Barre, ils savent que les petits commerçants, les boulangers-pâtisseries sont des gens qui vivent de leur travail ; ils savent que ce sont les gros capitalistes de la distribution, ceux qui organisent le racket à la fois sur le petit paysan producteur et sur le travailleur en tant que consommateur qui sont les vrais responsables. Ils ne se trompent pas d'ennemis.

En équateur, la dictature massacre des travailleurs

Dans la première semaine de novembre, en Equateur (Amérique latine), 120 travailleurs de l'usine à sucre Azra ont été massacrés par la police.

Ces travailleurs réclamaient la revalorisation de leurs salaires en fonction de l'augmentation intervenue dans le prix du sucre. Cela était d'ailleurs prévu par les

contrats collectifs, que les patrons n'ont pas voulu respecter. Alors que 4 000 personnes se trouvaient réunies dans l'usine occupée, la police a ouvert le feu et ce fut le massacre.

Mais les travailleurs n'entendent pas laisser ce massacre impuni. Ils se sont armés et ont contrôlé le village situé près de l'usine Az-

tra. Ils ont ouvert le feu sur les policiers et ceux-ci ont dû se retirer.

Par ailleurs, des grèves de solidarité se développent dans tout le pays. Près de 15 000 travailleurs sont aujourd'hui en grève, exigeant la répercussion sur leurs salaires de l'augmentation du prix

du sucre, la libération des dirigeants syndicaux emprisonnés, une indemnisation pour les familles des victimes du massacre, la démission des ministres du Travail et de l'Intérieur, ainsi que celle du colonel en retraite, directeur de l'usine Azra, ces derniers étant considérés comme les responsables du massacre.

6 novembre 1917 les travailleurs prenaient le pouvoir en Russie

Il y a 60 ans, se produisait un événement d'une grande portée pour le mouvement ouvrier : les travailleurs russes prenaient le pouvoir par une insurrection dirigée par le parti Bolchévique, de Lénine et Trotsky.

Le prolétariat russe détruisit la machine d'Etat au service des exploités et mit sur pied un appareil où le pouvoir était exercé directement par les travailleurs, au travers d'organes spécialement créés à cet effet : les soviets. Composés de délégués élus et révocables à tout moment, ces soviets existaient à l'échelle des quartiers, des entreprises,

des villes et des campagnes et exerçaient un contrôle permanent sur l'exécution des décisions prises.

De cette façon, la classe ouvrière balaya les classes possédantes jadis au pouvoir. Mais, à la différence de l'Etat bourgeois — qui existe en fait pour maintenir l'oppression de la minorité bourgeoise sur la majorité, afin de garantir les intérêts de cette minorité — l'Etat ouvrier se fit le défenseur et se mit au service de la majorité, ouvriers et paysans pauvres contre la minorité autrefois dominante des exploités.

De plus, l'Etat ouvrier se plaça

d'emblée à la tête du prolétariat de tous les pays, construisit l'Internationale Communiste, premier parti mondial de la révolution socialiste, qui eut vraiment une influence à l'échelle internationale.

Mais, une caste réactionnaire, issue des fonctionnaires ayant des responsabilités dans l'Etat, profitant de l'isolement de la révolution russe, dû à l'échec des différentes tentatives de révolutions prolétariennes dans le monde qui ont suivi 1917, a accaparé le pouvoir. Cela a entraîné la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe puis de l'Internationale Communiste.

Certains prétendent que la Révolution russe est un événement dépassé. Pourtant, il représente jusqu'ici le seul exemple d'une révolution prolétarienne victorieuse, car toutes les autres révolutions ayant éclaté un peu partout dans le monde à notre époque n'ont servi qu'à porter au pouvoir bourgeois ou petits bourgeois nationaux, ne servant pas les intérêts du prolétariat.

Et pour nous, révolutionnaires antillais, cet exemple de la prise du pouvoir par les travailleurs, dans un pays arriéré, reste un exemple et une référence.

Succès de notre gala à Lyon



Après les galas de Pointe-à-Pitre et de Paris, le premier gala de Combat-Ouvrier à Lyon a eu lieu le samedi 12 novembre.

Il a réuni un peu plus d'une centaine de nos amis et sympathisants dans une ambiance détendue et chaleureuse. La partie artistique a été animée par un groupe folklorique de Besançon et par le sympathique chanteur Popy. Puis ce fut le tour de l'orchestre « BLACK SUGAR » qui nous fit danser.

Tous ces artistes nous ont apporté leur soutien en participant bénévolement au gala et en contribuant ainsi à son succès. Succès qui ne fut nullement terni par des petits incidents techniques.

émigration... émigration... émigratio

Des suicides qui accusent le capitalisme

Ces jours-ci, nous voyons se multiplier, au sein de l'immigration antillaise, une série de suicides qui nous amènent une fois de plus à reconsidérer la vie que nous menons en France.

C'est ainsi qu'à Lyon, en l'espace d'un mois, cinq Antillais ont mis fin à leurs jours ou ont tenté de le faire, pour des raisons familiales. A l'hôpital Cochin, à Paris, un travailleur antillais s'est suicidé poussé à bout, entre autre, par la hargne d'un chef de service.

Venus en France pour y travailler, nous nous trouvons confrontés à des problèmes tout à fait

nouveaux pour nous : mode de vie, transport, travail, racisme et surtout isolement. Nous grossissons ainsi le lot des travailleurs qui se font exploiter dans cette société inhumaine qui les broie et amène même les plus faibles au suicide. Quitter le chômage aux Antilles pour avoir un salaire en France, c'est un « avantage » bien cher payé.

Car nous pouvons le dire. Toutes les raisons qui poussent au suicide ne sont que les formes diverses que prennent l'exploitation, la misère morale, l'isolement, en un mot c'est le système capitaliste.

Et la seule solution est la lutte que nous mènerons pour améliorer nos conditions de vie dans

l'immédiat et à plus long terme, pour détruire ce système et le remplacer par une société plus

humaine et vivable où les hommes pourront vraiment s'épanouir, la société socialiste.

Monfalet, un antillais victime d'un " contrôle " policier

Le mercredi 31 août 1977, un Antillais, Georges Monfalet, au volant de sa voiture stationnée rue Amelot, fut soumis à un contrôle d'identité par la police. Au dire des flics, il tardait à montrer ses papiers. Ils le tirèrent de sa voiture, et se mirent à lui asséner sans ménagement des coups de matraque, des coups de pied.

C'est inanimé et ensanglanté qu'ils l'emmenèrent à l'hôpital Saint-Antoine où il fut gardé au secret. Transféré à la prison de la Santé, il y passa deux mois.

Depuis le 22 octobre, il est en liberté provisoire : il reste inculpé pour coups et blessures et violence à agents.

Belle justice que celle qui permet aux agresseurs racistes en uniforme de tabasser en toute impunité et de porter plainte contre l'agressé ! Cette justice-là, nous, Antillais de l'émigration, nous ne devons pas la laisser faire. Nous devons apporter notre soutien à Monfalet pour empêcher sa condamnation.